



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUE ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

164/JPR/ALC

**Arrêté du 16 janvier 2025
portant mise en demeure à la société VELCOREX de
respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 portant autorisation
d'exploiter en référence au Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8-I ;
- Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société VELCOREX à Saint-Amarin, dont l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 portant autorisation d'exploiter en référence au titre VIII du livre I et au titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu la déclaration de changement d'exploitant de la société Velcorex en date du 20 novembre 2023 ;
- Vu la visite d'inspection de la société VELCOREX à Saint-Amarin le 24 septembre 2024 ;
- Vu le rapport du 28 octobre 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'article 12-5, relatif aux installations électriques, de l'arrêté préfectoral du 20 avril 1994 susvisé précise : « [...] Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. [...] » ;

Considérant que l'article 66 A de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 susvisé précise : « A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. [...] » ;

Considérant qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées lors de la visite du 24 septembre 2024, que le rapport de vérification des installations électriques Q18 daté du 19 juin 2024 mentionne 25 points de non-conformité ou anomalies constatées ; que la conclusion de ce rapport indique que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. » ; que l'exploitant n'a pas remédié à ces non-conformités, ce qui constitue un non-respect des dispositions de l'article 66 A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société VELCOREX, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 14 rue du Commandant Marceau à SAINT-AMARIN (68550), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Vérifications périodiques des équipements

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 66 A de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 susvisé :

« A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. [...] » ;

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 16 janvier 2025

le préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD